

COVID-19 QUEL IMPACT SUR NOS COMMUNES ?

ÉTUDE EXPLORATOIRE WALLONNE

Jessica Clément

Giovanni Esposito

Pauline Naisse



COVID-19 QUEL IMPACT SUR NOS COMMUNES ?

ÉTUDE EXPLORATOIRE WALLONNE

AUTEURS

Jessica Clément

Chercheuse post-doctorante - Smart City Institute, Université de Liège, Belgique

Giovanni Esposito

Chercheur associé senior - Smart City Institute, Université de Liège, Belgique

Pauline Naisse

Chargée de projet - Smart City Institute, Université de Liège, Belgique

SUPERVISION

Carina Basile

Directrice des opérations - Smart City Institute, Université de Liège, Belgique

Dr. Nathalie Crutzen

Professeure & Directrice Académique - Smart City Institute, HEC Liège,
Université de Liège, Belgium

DESIGN

Pauline Naisse

Community Manager - Smart City Institute, Université de Liège, Belgique

Julie Randaxhe

Chargée de projets - Smart City Institute, Université de Liège, Belgique

PUBLICATION

Juillet 2020



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
MÉTHODOLOGIE	8
Échantillon	8
Questionnaire	8
Analyse des données	9
RÉSULTATS	10
Le nouveau contexte induit par la crise	10
Les solutions développées face à ce nouveau contexte	14
Les facteurs influençant la mise en place des solutions	17
La durabilité des solutions mises en place	18
La planification des solutions mises en place	18
CONCLUSION	20
Annexe - Smart City Institute	22

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis quelques mois, les différents gouvernements, en Belgique ou ailleurs, ont dû prendre des mesures afin de lutter contre la crise sanitaire provoquée par la Covid-19. Ces mesures ont impacté le mode de fonctionnement des villes et communes qui ont dû s'adapter. Au Smart City Institute, en cette période complexe, la combinaison des concepts de « territoires durables et intelligents » et de « crise » nous a conduits à mener une recherche empirique en Wallonie afin de mieux appréhender les impacts de la crise de la Covid-19 sur la transition durable et intelligente de nos territoires (« Smart Cities/Territories » en anglais). De multiples questions se posent et notamment, cette crise va-t-elle ralentir ou, au contraire, accélérer cette transition ? Ce rapport est l'occasion d'évoquer des premières pistes de réponse. Bien que nous ne puissions pas encore déterminer la totalité des effets à long terme de cette situation, cette recherche permet de dresser un premier état des lieux. Nos résultats indiquent que durant cette période complexe, les communes wallonnes ont vu en cette crise une opportunité de générer un changement positif, notamment au travers de la transition numérique. Le nouveau contexte induit par la crise sanitaire a créé, sous certains aspects, un terrain favorable au développement de territoires intelligents à travers la Wallonie. De nouvelles solutions numériques qui n'étaient pas envisagées auparavant font désormais partie intégrante de la nouvelle façon de travailler dans les administrations publiques locales. S'il est encore trop tôt pour affirmer qu'elle a effectivement accéléré la transition durable et intelligente du territoire wallon, la crise aura toutefois ouvert de nouvelles perspectives à nos villes et communes.

INTRODUCTION

Depuis quelques mois, les différents gouvernements, en Belgique ou ailleurs, ont dû prendre des mesures afin de lutter contre la crise sanitaire provoquée par le coronavirus. Ces mesures ont impacté le mode de fonctionnement des villes et communes qui ont dû s'adapter, et ce à différents niveaux. Ainsi, Paris s'est engagée à augmenter son réseau de pistes cyclables, Vienne a annoncé la création des 9 premières zones de rencontre dans lesquelles les piétons et les cyclistes ont la priorité sur les voitures dont la vitesse est limitée à 20km/h, Lyon Métropole a créé une cellule de coordination et d'urgence, en Région de Bruxelles-Capitale, quelques communes ont décidé de fermer l'accès aux voitures dans certaines avenues...

Nous le constatons, la crise a provoqué de nombreux changements. Ces changements peuvent-ils devenir permanents et profiter à tout le monde en général et à nos villes en particulier ? Qu'en est-il de ces changements dans nos communes wallonnes ?

Crise, un mot plus complexe qu'il n'y paraît malgré son usage quotidien. Une crise est certainement un moment difficile et inquiétant. Cependant, ce mot a également une connotation positive. Issu du mot grec « krisis » (jugement, choix ou encore nécessité de discerner et de faire un choix), le concept de crise intègre la notion de « point de basculement » ou de « moment décisif ». Dans cette perspective, un moment de crise devient une opportunité de changement.

En cette période complexe, la combinaison des concepts de « territoire durable et intelligent » et de « crise » nous a amenés, au Smart City Institute, à réaliser une recherche empirique sur le contexte wallon afin de mieux appréhender les impacts de la Covid-19 sur la transition durable et intelligente de nos territoires (« Smart Cities/Territories » en anglais). De multiples questions se posent, et notamment : cette crise va-t-elle ralentir ou, au contraire, accélérer cette transition ? Ce rapport est l'occasion d'évoquer des premières pistes de réponse.

01

MÉTHODOLOGIE

ÉCHANTILLON

Dans le cadre de cette recherche, l'ensemble des communes wallonnes a été sollicité (262). Au total, 44 d'entre elles ont répondu à l'enquête (soit un taux de réponse de 17%). L'échantillon est représentatif tant en termes de provinces qu'en termes de nature (rurale ou urbaine)¹ :

- Géographiquement, les communes répondantes sont réparties au sein des différentes Provinces comme suit : 9 % en Brabant wallon, 14 % au Luxembourg, 20 % à Namur, 23 % à Liège et 34 % en Hainaut.
- 41 % d'entre elles sont considérées comme rurales tandis que 59 % d'entre elles sont dites urbaines².

NB: Les 19 communes bruxelloises ont également été sollicitées dans le cadre de cette enquête. Seule une d'entre elles ayant répondu, celle-ci ne figure pas dans les résultats de ce rapport.

QUESTIONNAIRE

Les communes ont été interrogées sur base d'un questionnaire en ligne, du 15 au 30 juin 2020. Celui-ci a été construit autour des cinq thématiques suivantes :

1. *Le nouveau contexte induit par la crise* - La Covid-19 implique des changements au sein de nos communes. Nous avons par conséquent voulu comprendre quels sont les problèmes induits par le nouveau contexte de crise, ainsi que les acteurs les plus impactés par celui-ci.
2. *Les solutions développées face à ce nouveau contexte* - Certaines de nos communes ont mis en place des solutions afin de répondre aux problèmes posés par la crise. L'enquête vise donc à dresser un état des lieux de ces solutions, tout en se penchant également sur l'aspect digital – ou non – de celles-ci. Cette partie met également en évidence les acteurs impliqués dans leur mise en oeuvre.

3. *Les facteurs influençant la mise en place des solutions* – Répondre localement à une crise sanitaire globale n'est pas affaire courante pour nos communes et la mise en œuvre des solutions nécessaires peut être parfois difficile. A travers ce questionnaire, notre équipe a cherché à comprendre quels sont les éventuels freins ou obstacles auxquels nos communes ont été/sont confrontées lors de leur mise en place.
4. *La planification des solutions mises en place* – Une crise

est un moment souvent difficile et exceptionnel mais aussi un moment décisif qui peut entraîner des changements inattendus. Nous avons donc interrogé les communes afin de savoir si le développement des solutions évoquées ci-dessus était déjà planifié avant la crise Covid-19.

5. *La durabilité des solutions mises en place* – Afin de comprendre dans quelle mesure les solutions développées ou en cours de développement seront pérennisées au sein

de nos communes, notre enquête porte également sur le maintien d'au moins une des nouvelles solutions au-delà de la situation de crise.

Ces cinq thématiques ont été articulées au travers de 9 questions, de type choix multiples et ouvertes (les questions ouvertes visant à ne pas influencer les communes dans le report de leurs témoignages et à leur laisser une marge d'expression la plus ample possible).

ANALYSE DES DONNÉES

Les réponses aux questions ouvertes ont été analysées conformément aux procédures établies pour la recherche interprétative. Plus précisément, les données ont été analysées par le biais d'un processus de codification des réponses et de triangulation entre les trois auteurs. La codification consiste à transformer des données brutes (càd, les textes des réponses ouvertes) en une première formulation signifiante (code), dont le sens reste proche du témoignage enchâssé dans les données brutes. Nous avons considéré un code comme étant « le plus souvent un mot ou une phrase courte qui attribue symboliquement un attribut sommatif, saillant, de capture d'essence et/ou évocateur à une partie du langage » (Saldana 2012: 3)³. A partir des codes, des catégories ont été définies et, par la suite, associées avec les réponses. Les codes et les catégories ont été attribués et affinés de manière inductive selon les concepts et les significations qui ont émergé tout au long du processus d'analyse (Charmaz, 2006)⁴.

Enfin, des limites sont à pointer concernant le taux de réponse. Si le taux de 17% permet en effet d'appréhender les grandes tendances qui se dégagent de l'étude, ce taux reste toutefois inférieur au point de référence généralement recommandé⁵. Par ailleurs, pour ce qui est de l'aspect démographique, seule une commune de l'échantillon compte plus de 50 000 habitants.

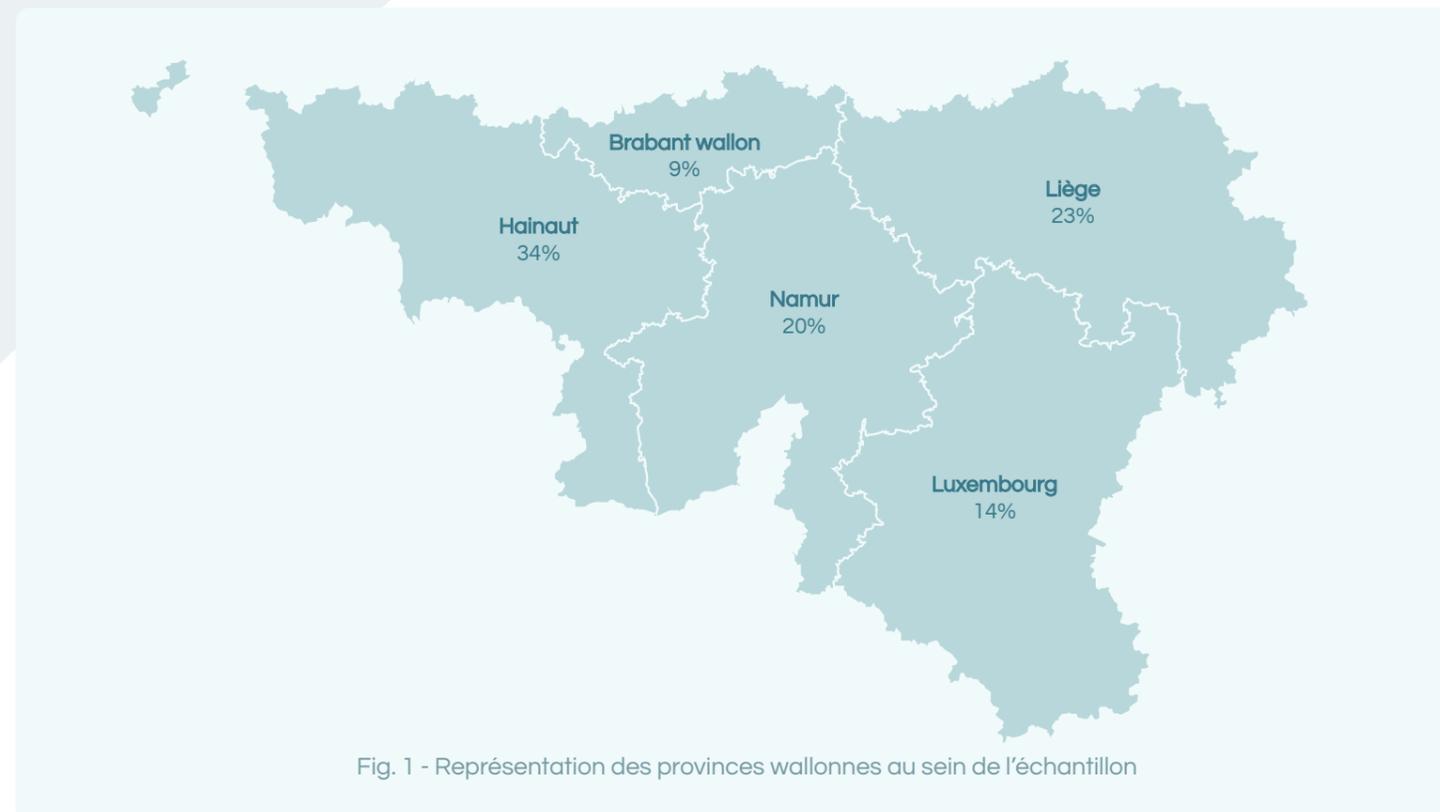


Fig. 1 - Représentation des provinces wallonnes au sein de l'échantillon

¹ Cela a été constaté par un test du chi carré qui a déterminé que les chercheurs ne pouvaient pas rejeter l'hypothèse nulle, ce qui a conduit à accepter l'affirmation selon laquelle notre échantillon est représentatif des différentes régions et natures.

² Une commune est considérée comme urbaine si elle a une densité de population supérieure à 150 habitants par km². Nous suivons la définition utilisée par l'OCDE. Fadic, M., et al. (2019), «Classifying small (TL3) regions based on metropolitan population, low density and remoteness», OECD Regional Development Working Papers, No. 2019/06, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/b902cc00-en>.

³ Saldana J (2012) The Coding Manual for Qualitative Researchers. Los Angeles: Sage.

⁴ Charmaz K (2006) Constructing Grounded Theory. Los Angeles: Sage.

⁵ Baruch, Y., & Holtom, B. C. (2008). Survey response rate levels and trends in organizational research. <https://doi.org/10.1177/0018726708094863>

02

RÉSULTATS

LE NOUVEAU CONTEXTE INDUIT PAR LA CRISE

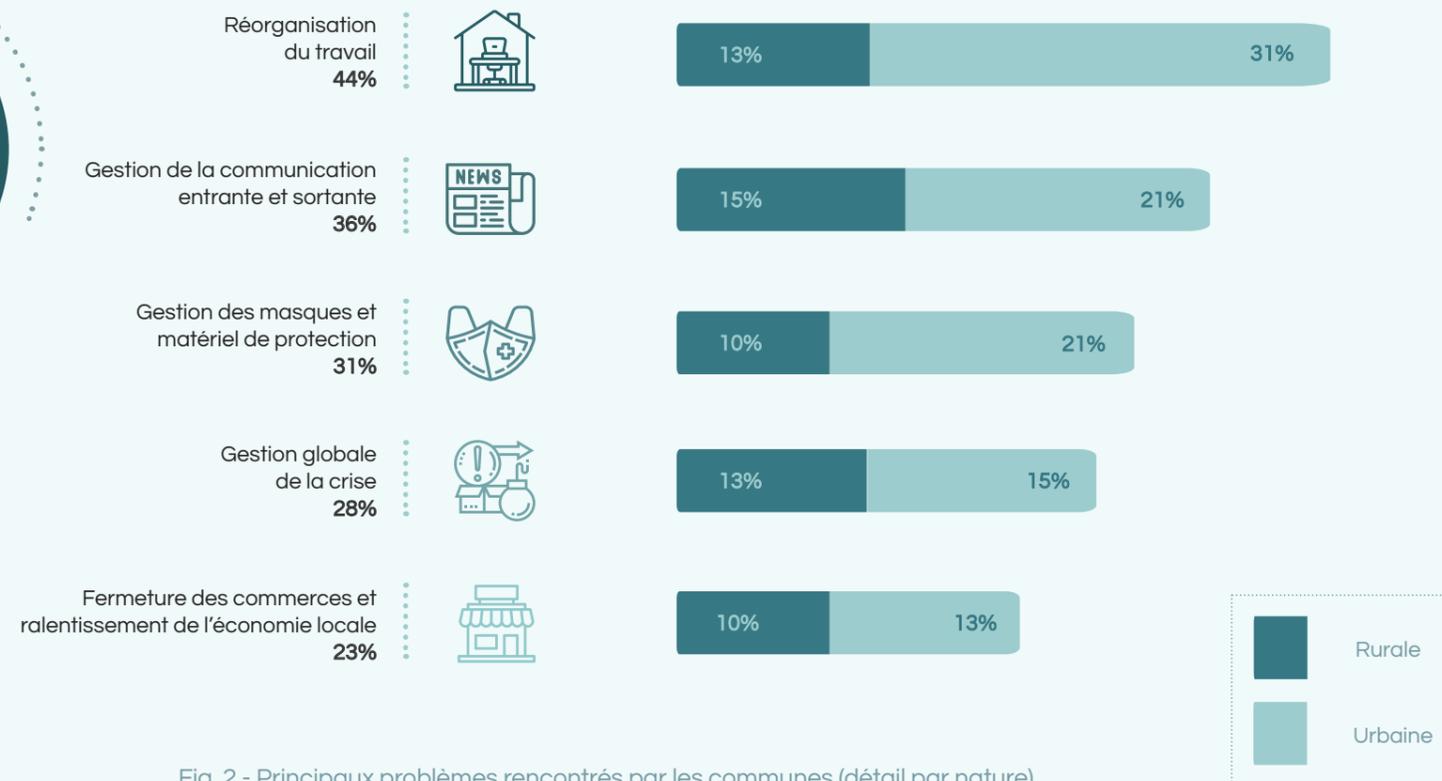
La crise sanitaire provoquée par la Covid-19 a touché une partie importante des communes wallonnes répondantes puisque **89% d'entre elles déclarent avoir été impactées par un ou plusieurs problèmes engendrés par celle-ci.**

PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES

Les problèmes mentionnés par les communes répondantes font référence à des difficultés d'ordre interne, mais également externes (problématiques touchant à la vie communale et à ses citoyens plus globalement). Ainsi, le problème majoritairement rencontré (44%) est la question de la réorganisation des flux de travail au sein de l'administration, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du télétravail. Ensuite, 36% des communes déclarent être concernées par des problèmes de communication. Ces problèmes de communication portent surtout sur la manière d'échanger des informations importantes avec les citoyens. Le troisième problème le plus fréquemment cité (31% des communes répondantes) est la difficulté de gérer et de fournir aux citoyens des équipements de protection, notamment des masques. En outre, 28% des communes ont également connu des problèmes de gestion globale causés par la crise, ce qui inclut les problèmes de gestion de la crise elle-même, les problèmes de gestion de la commune à distance et les problèmes d'organisation interne causés par la nécessaire distanciation sociale. Enfin, 23% d'entre elles mentionnent des difficultés au niveau de l'économie locale (comprenant les commerces et l'HORECA). Il est par ailleurs intéressant de noter que ces problèmes affectent aussi bien les communes rurales que les communes urbaines (voir figure 2).

89%

des communes interrogées ont été confrontées à un ou plusieurs problèmes occasionnés par la COVID-19

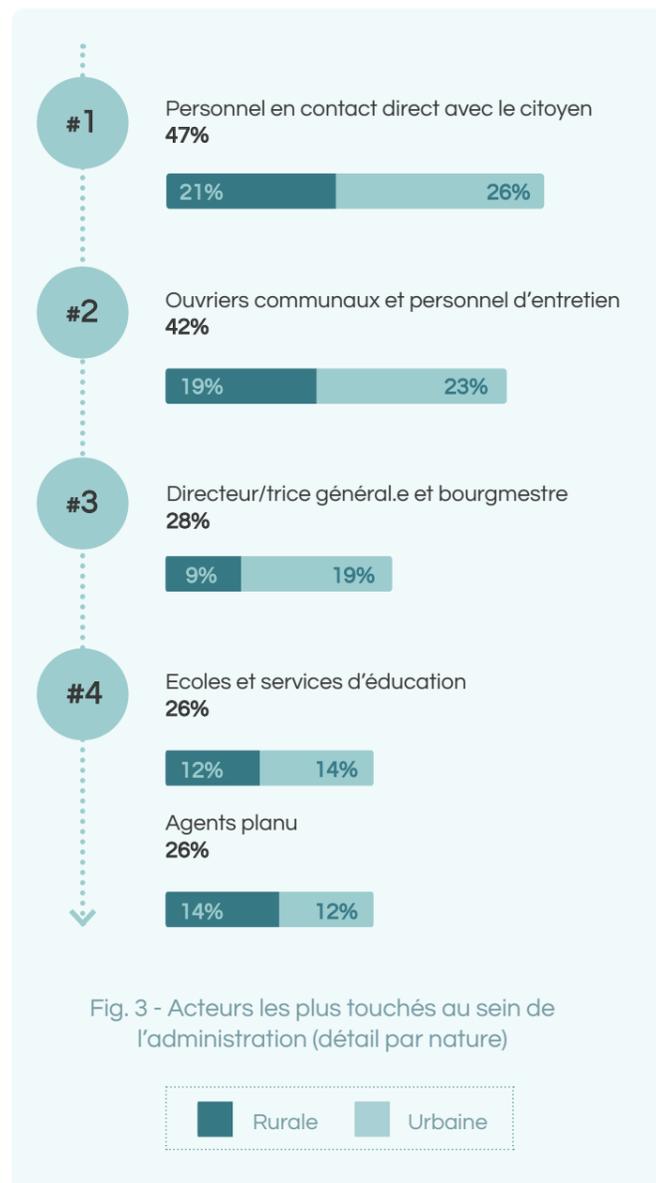


ACTEURS IMPACTÉS

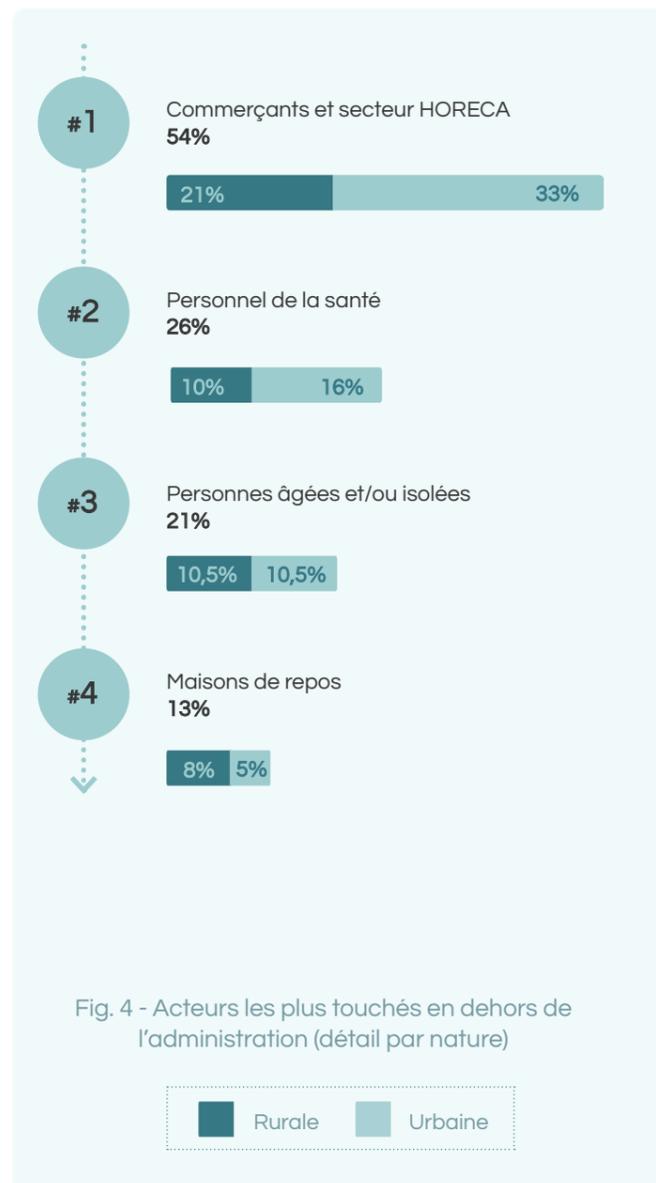
Les différentes problématiques mentionnées ci-dessus ont touché plusieurs acteurs du territoire, tant au sein de l'administration publique qu'en dehors de celle-ci.

Au sein de l'administration, c'est le personnel qui est en contact direct avec les citoyens (les services population et état civil notamment) qui a été le plus affecté. En effet, 47% des répondants

ont estimé que ces acteurs figuraient parmi les plus touchés. De même, près de 42% des communes estiment que les ouvriers communaux ainsi que le personnel d'entretien ont été également fortement impactés. Dans des proportions similaires, les communes ont enfin noté que les directeurs généraux et les bourgmestres (28%), les écoles, y compris les garderies et autres services d'éducation (26%), et les agents en charge de la planification d'urgence (planu)⁶ (26%) ont également ressenti plus fortement les effets de la crise.



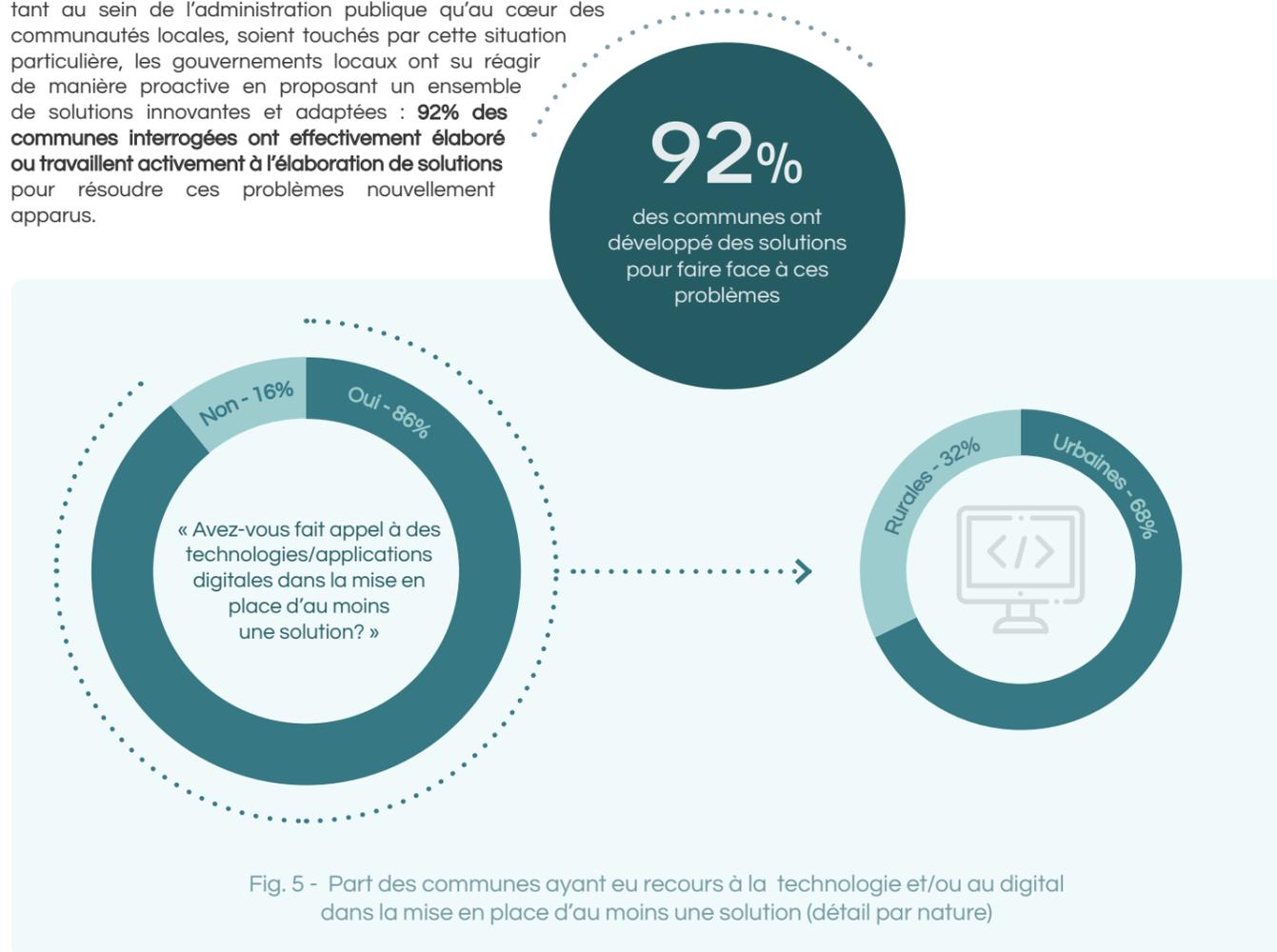
En ce qui concerne les acteurs externes à l'administration, les communes ont largement mentionné ceux associés à l'économie locale : un peu plus de la moitié d'entre elles (54%) citent notamment les commerçants locaux ou l'HORECA. Les professionnels de la santé ont également été cités comme étant fortement touchés par la crise sanitaire (26%). En outre, 21% des communes ont déclaré que les personnes âgées ou isolées étaient touchées et 13% d'entre elles ont également évoqué les maisons de repos. Enfin, parmi les autres réponses courantes, on retrouve : la Police, le Centre Public d'Action Sociale (CPAS) et les citoyens en général.



⁶ Au niveau communal, chaque administration dispose d'au moins un fonctionnaire « PLANU », c'est-à-dire, un agent spécialement chargé de la « gestion de crise et de la planification d'urgence ». Sous la direction du Bourgmestre ou du Gouverneur, le Gestionnaire de Crise chargé de la Planification d'Urgence est régulièrement amené à donner son avis sur les mesures à prendre dans le cadre de manifestations de grande ou de moyenne importance ou pour les événements provoquant de grands rassemblements de personnes.

LES SOLUTIONS DÉVELOPPÉES FACE À CE NOUVEAU CONTEXTE

Malgré les problèmes rencontrés et le fait que des acteurs clés, tant au sein de l'administration publique qu'au cœur des communautés locales, soient touchés par cette situation particulière, les gouvernements locaux ont su réagir de manière proactive en proposant un ensemble de solutions innovantes et adaptées : **92% des communes interrogées ont effectivement élaboré ou travaillent activement à l'élaboration de solutions** pour résoudre ces problèmes nouvellement apparus.



LE FACTEUR NUMÉRIQUE

Les communes ont pu s'adapter à la situation grâce à l'implémentation de solutions numériques puisque 86% d'entre elles ont recouru à des applications technologiques ou digitales pour au moins une des solutions mises en place. Parmi ces dernières, on note une majorité de communes urbaines (68% - voir figure 5).

TYPES DE SOLUTIONS

L'analyse des différentes solutions développées permet de comprendre comment les communes ont répondu spécifiquement aux problèmes mentionnés ci-dessus.

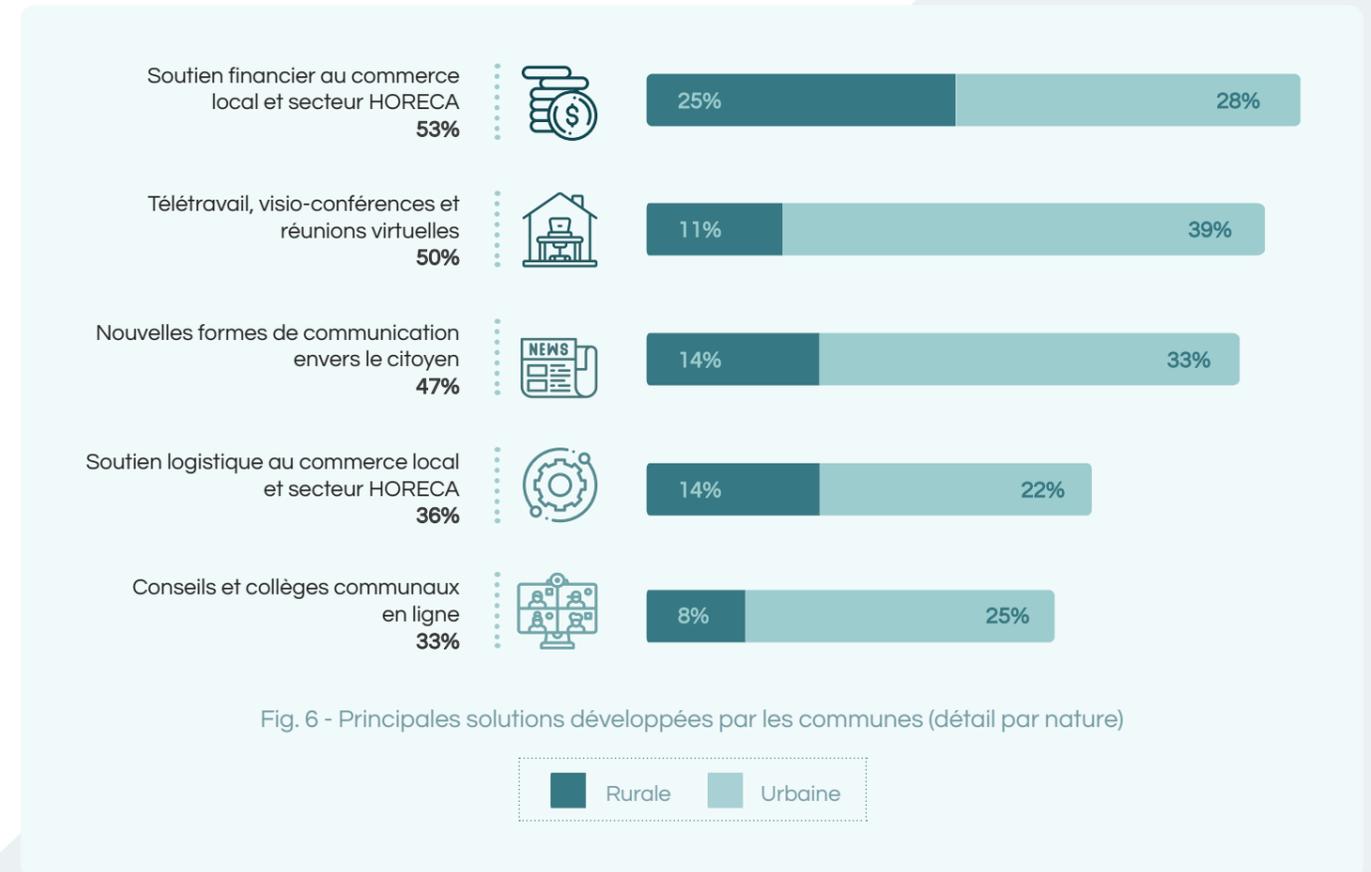
Afin de soutenir l'économie locale (principalement les commerçants et l'HORECA), 53 % des communes répondantes leur ont apporté un soutien d'ordre financier, tandis que 36% d'entre elles leur ont fourni un soutien logistique. L'aide financière aux commerces locaux et au secteur HORECA a largement pris la forme d'une réduction voire d'une annulation de taxes (33%) ; diverses solutions logistiques ont été mises en place afin de répondre aux exigences de distanciation sociale pendant la phase de dé-confinement. Ainsi, certaines communes ont facilité l'extension de terrasses, ou ont fourni du matériel pour aider à respecter la distanciation sociale.

En interne, 50 % des communes ont adopté des solutions permettant d'adapter le travail aux mesures obligatoires d'éloignement social. Ces solutions comprennent le télétravail,

les vidéoconférences et les réunions virtuelles. Dans ce cadre, le télétravail a été particulièrement privilégié (44 % des communes) et d'autres solutions technologiques innovantes ont également été adaptées, ainsi 33 % des communes interrogées ont indiqué qu'elles tenaient des conseils et des collèges communaux en ligne.

pour communiquer avec leurs citoyens, en facilitant par exemple la participation citoyenne via des plateformes en ligne ou encore l'ouverture d'un call center.

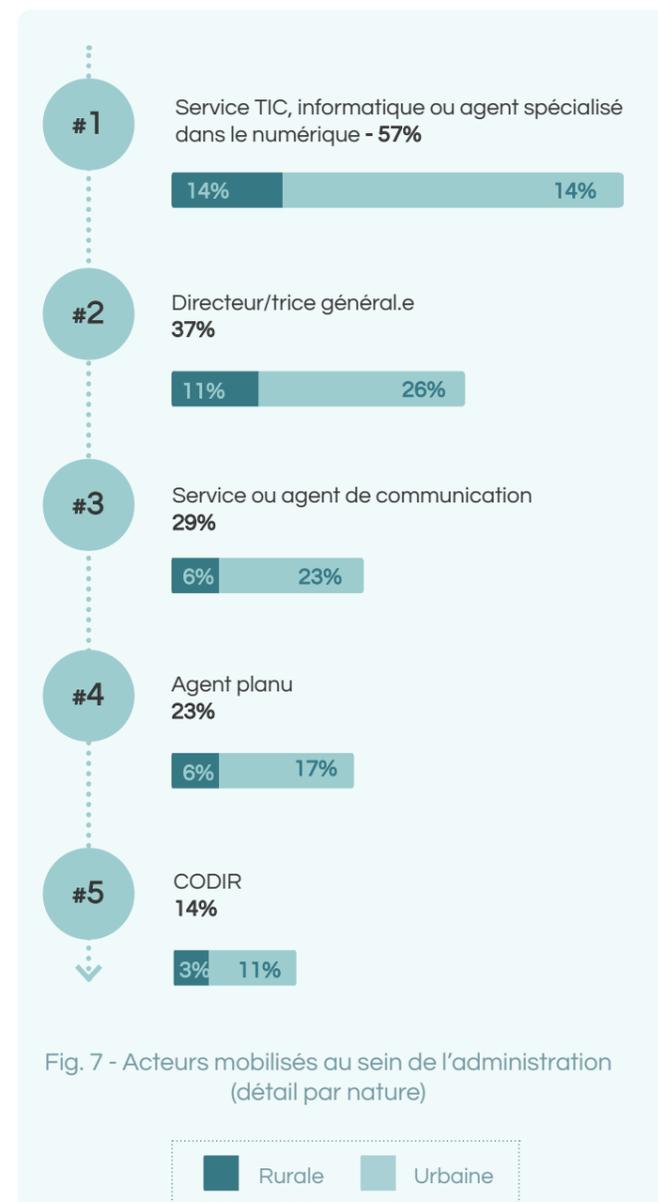
Enfin, un peu plus de 47 % des communes déclarent également avoir intensifié leurs efforts et développé de nouveaux moyens





ACTEURS IMPLIQUÉS

Pour mettre en œuvre ces solutions, les communes ont majoritairement compté sur les compétences de leur personnel : 57% des communes répondantes ont déclaré avoir sollicité leur service Technologies de l'information et de la communication (TIC), leur service informatique ou un agent spécialisé dans le numérique. Le/la directeur(rice) général.e a également été un(e) acteur/trice clé, 37% des communes citant son implication dans la mise en place des solutions. 29% des communes ont ensuite fait appel au service et/ou l'agent en charge de leur communication, tandis que 23% d'entre elles ont déclaré que l'agent planu avait contribué à la mise en œuvre des solutions. Enfin, 14% d'entre elles ont déclaré avoir mobilisé le Comité de Direction (CODIR).



LES FACTEURS INFLUENÇANT LA MISE EN PLACE DES SOLUTIONS

OBSTACLES MAJEURS

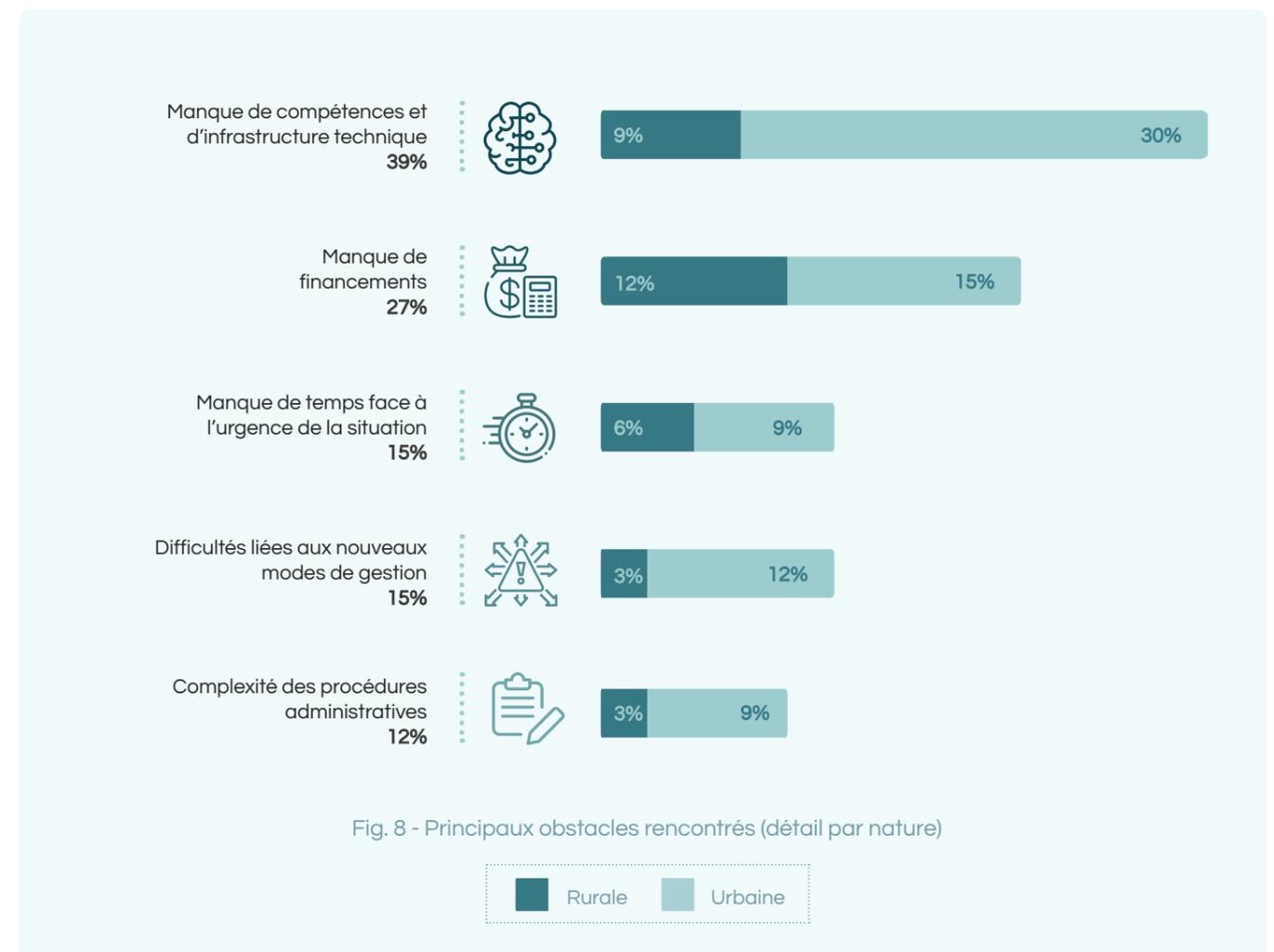
Alors que les communes mobilisaient toutes les ressources disponibles pour mettre en œuvre des solutions, certains obstacles sont apparus. Bon nombre de ces solutions étant de nature technique, le principal obstacle cité par les communes répondantes (39%) est le manque de compétences techniques et/ou d'infrastructures techniques. Le deuxième obstacle évoqué par 27% des communes est le manque de financements nécessaires à la mise en œuvre des solutions. Les autres principaux obstacles identifiés sont le manque de temps pour réagir face à l'urgence de la situation (15% des communes), les difficultés causées par les nouveaux modes de gestion en raison de la Covid-19, par exemple les « difficultés d'application des distanciations sociales » ou la « gestion à distance » (15% des communes) et la complexité des procédures administratives (12% des communes). Un pourcentage non négligeable (9%) de communes a également connu des difficultés en raison de la résistance ou de la peur du changement.

Plus précisément, certaines communes ont indiqué avoir sollicité une aide spécifique pour la mise en place d'applications web ou téléphoniques, d'un VPN pour le télétravail, pour le lancement de services administratifs en ligne ou une aide informatique générale.

SOLLICITATIONS EXTERNES

Toutefois, pour arriver à contourner certaines de ces difficultés, la moitié des communes interrogées a confirmé avoir fait appel à des acteurs extérieurs. Parmi ces communes, 71% d'entre elles se sont tournées vers un prestataire externe précisément pour la mise en œuvre des solutions techniques/informatiques (rappelons que le manque de compétences techniques et d'infrastructures au sein des communes avait été pointé comme étant un obstacle majeur). Ces prestataires externes étaient en grande partie des entreprises privées (92%).

Plus précisément, certaines communes ont indiqué avoir sollicité une aide spécifique pour la mise en place d'applications web ou téléphoniques, d'un VPN pour le télétravail, pour le lancement de services administratifs en ligne ou une aide informatique générale.



LA PLANIFICATION DES SOLUTIONS MISES EN PLACE

Les résultats de cette enquête démontrent que la crise sanitaire a permis d'accélérer l'adoption de certaines solutions d'une part, et a créé de nouvelles pistes d'action d'autre part. Ainsi, avant la crise, 50% des communes avaient déjà planifié une ou plusieurs des solutions mises en œuvre pendant celle-ci. Parmi ces communes, 79% ont précisé qu'il s'agissait de solutions numériques, souvent pour la communication ou l'administration interne et le télétravail (pour 21% d'entre elles).

Toutefois, nous pouvons noter que près de 44% des communes répondantes n'avaient planifié aucune des mesures mises en place pendant la crise.

Enfin, seul 6% des communes répondantes avaient planifié toutes les solutions qui ont été mises en œuvre pendant cette période.



Fig. 9 - Part des communes ayant planifié avant la crise les solutions mises en place

LA DURABILITÉ DES SOLUTIONS MISES EN PLACE

Les résultats de l'étude dévoilent que **près de 56 % des communes répondantes prévoient de conserver au moins une des solutions mises en œuvre pendant cette période**. 31% d'entre elles ont par ailleurs déclaré qu'elles pourraient conserver au moins une de ces solutions. Enfin, 14% ne sont pas encore sûres de conserver l'une d'entre elles. Il est intéressant de noter qu'aucune commune n'a répondu qu'elle ne conserverait aucune des solutions développées.

Parmi les principales solutions que les communes envisagent de conserver, citons : le travail à domicile et les solutions numériques nouvellement adoptées (65%). Ces deux résultats sont d'ailleurs étroitement liés. En effet, le télétravail nécessite de nouvelles procédures, plateformes et habitudes, qui sont souvent résolues par des infrastructures TIC ou des applications et autres logiciels. Ainsi, les communes qui choisissent de conserver le télétravail maintiennent souvent les nouvelles solutions numériques mises en place. Ces solutions comprennent la modernisation des réseaux,

des téléphones et des ordinateurs, ainsi que les vidéoconférences.

Cependant, il existe également d'autres solutions qui ne sont pas liées au télétravail, citons les guichets électroniques et la pratique de prise de rendez-vous en ligne. Ces résultats sont par ailleurs constatés sur l'ensemble des 5 provinces.

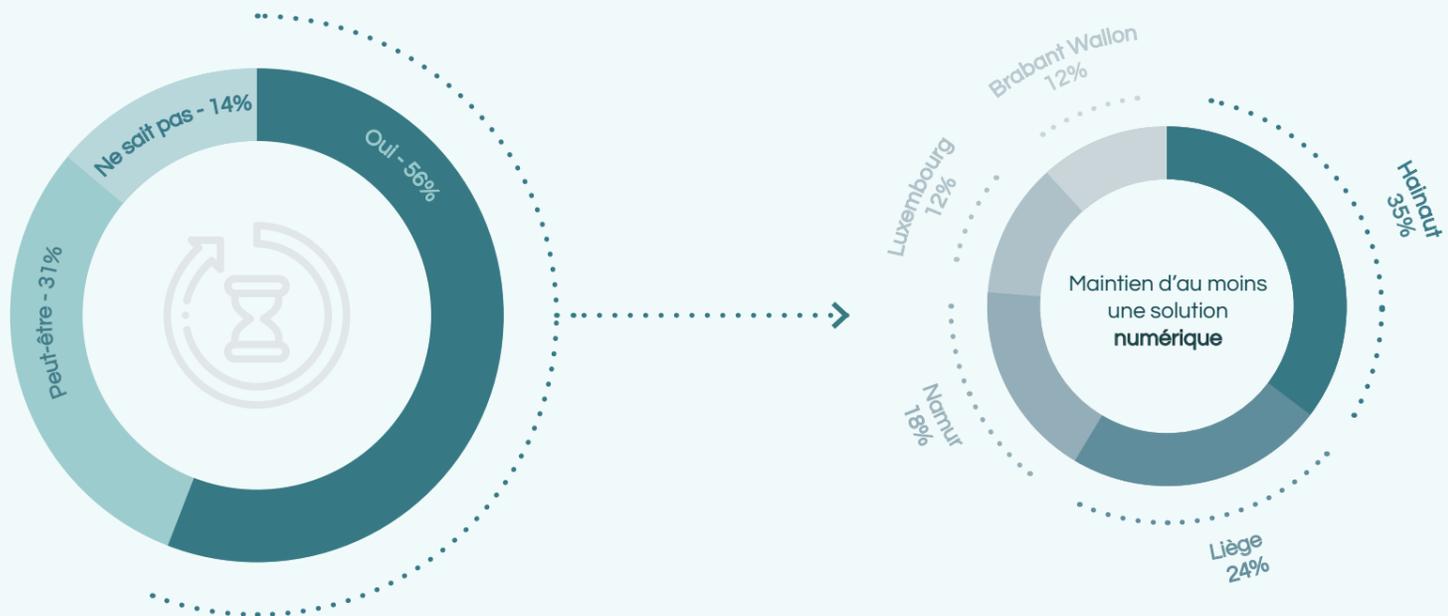


Fig. 10 - Part des communes projetant de maintenir au moins une solution après la crise (détail par provinces)

03

CONCLUSION

Bien que nous ne puissions pas encore déterminer la totalité des effets à long terme de cette situation, les résultats de cette enquête permettent de dresser un premier état des lieux de la manière dont les communes wallonnes ont réagi pendant la crise sanitaire Covid-19. Durant cette période complexe, cette enquête a montré que les communes de Wallonie ont vu dans la crise une opportunité de générer un changement positif, notamment au travers de la transition numérique.

En effet, cette étude permet d'affirmer que le contexte induit par la crise sanitaire a créé, sous certains aspects, un terrain favorable au développement de territoires intelligents à travers la Wallonie. De nouvelles solutions numériques qui n'étaient pas envisagées auparavant font désormais partie intégrante de la nouvelle façon de travailler dans les administrations publiques locales. La technologie étant un facilitateur pour une ville intelligente, l'adoption des TIC et des infrastructures numériques permettra sans doute de faciliter ultérieurement la mise en œuvre d'initiatives et de projets bien adaptés à la commune.

Par ailleurs, malgré les difficultés rencontrées, l'adaptation aux mesures de distanciation sociale exigée par cette nouvelle situation a sans conteste soutenu et même accéléré la transition numérique en Wallonie. Cela se traduit tout d'abord par l'adoption répandue de solutions et d'outils numériques dans de nombreuses communes. De plus, alors que des communes avaient déjà (partiellement) prévu l'adoption de certaines de ces solutions (notamment pour améliorer les flux de travail en interne), nombre d'entre elles n'avaient rien planifié et ont malgré tout réagi rapidement afin de mettre en œuvre de nouvelles solutions numériques en réponse directe à la crise. Notons qu'une partie importante des communes interrogées prévoit de conserver ces solutions numériques même après la période de dé-confinement. Il résulte donc de cette situation inédite en Wallonie une introduction permanente et durable de la numérisation dans les administrations publiques. Ce processus est davantage marqué en milieu urbain bien que l'on constate cette mouvance aussi en Wallonie rurale, ce qui démontre une résilience généralisée face à un changement d'une telle ampleur.

Etre résilient, c'est trouver les capacités nécessaires pour s'adapter à de nouveaux contextes induits par un changement négatif - notamment les périodes de crises. Mieux qu'un retour à la normale d'avant-crise, c'est évoluer vers un nouvel équilibre sur le long terme, avec des capacités plus fortes qu'auparavant de manière efficace⁷. Malgré les nombreux défis et autres obstacles auxquels une grande majorité des communes interrogées est confrontée, celles-ci ont su agir rapidement et avec ingéniosité pour mettre en œuvre des solutions afin d'assurer la continuité de l'offre des services publics aux citoyens. Ces communes ont trouvé, soit au sein de leur administration, soit en faisant appel à des prestataires externes, des solutions pour renforcer les capacités nécessaires pendant cette période, notamment celles liées à la technologie et à la numérisation. Ceci est d'autant plus remarquable que le manque de compétences techniques et d'infrastructures étaient pointés par les communes comme principale barrière. De plus, ces capacités ont été développées sous pression et en peu de temps. Cela ressort en effet dans plusieurs réponses de l'enquête. Plus précisément, une commune a notamment cité la « méconnaissance au niveau technologique », mais aussi « l'obligation d'avancer vite ». Malgré cette pression, cette commune a réagi en faisant appel à un prestataire externe. Au final, elle conservera les principales solutions numériques développées pendant cette période. Une autre commune répondante a mentionné une « infrastructure informatique pas toujours adaptée » ainsi qu'une « mauvaise connaissance (ou crainte) face aux nouvelles technologies ». Pour y faire face, celle-ci a fait appel à un informaticien indépendant et envisage maintenant de conserver la plateforme numérique mise en place pendant cette période, ce qui n'était pas prévu auparavant.

Les communes de Wallonie ont ainsi fait preuve de résilience face à la crise Covid-19, et cette capacité d'adaptation a permis d'apporter un nouvel ensemble d'outils numériques permanents qui leur permet de mieux appréhender le climat actuel mais également les défis futurs qui les attendent. S'il est encore trop tôt pour affirmer qu'elle a effectivement accéléré la transition durable et intelligente du territoire wallon, la crise aura toutefois ouvert de nouvelles perspectives à nos villes et communes wallonnes.

ANNEXE

⁷ Villar, C., & David, M. (2014). La résilience, un outil pour les territoires ? Séminaire International GdRI INTI IT-GO Rosko 2014 - Vers Une Intelligence Durable Des Territoires : Les Échelles de La Résilience.

LE SMART CITY INSTITUTE

ANNEXE

Le Smart City Institute est un institut académique dédié à la thématique des villes durables et intelligentes qui repose sur un partenariat original entre une Université (ULiège) et son École de Gestion (HEC Liège), des entreprises et la Wallonie dans le cadre du Plan Marshall 4.0 et de Digital Wallonia.

Cet institut académique se compose :

- De professeurs, chercheurs et chargés de projet universitaires ;
- De partenaires privés et publics :
 - En tant que partenaire digital, grâce aux solutions que l'entreprise développe et propose, Proximus supporte particulièrement l'innovation et l'entrepreneuriat ;
 - L'entreprise Schréder s'engage aux côtés des villes, des centres de recherche, des Startups technologiques pour développer des solutions innovantes répondant aux besoins des générations futures ;
 - Strategy& (part of PwC) met à disposition son expertise en matière de conseil dans les domaines de la stratégie et des Smart Cities ;
 - Vinci Energies participe au développement de l'institut en partageant son expertise dans de nombreux domaines de la Smart City (réseaux de transport, d'énergie, de communication, Smart Grids, etc.) ;
 - Dans le cadre de son ambition « Committed to Better Energy » et en tant qu'acteur majeur sur les marchés de l'électricité, du gaz et des cartes carburant, TOTAL rejoint le Smart City Institute afin de rechercher ensemble les solutions liées aux enjeux de la gestion intelligente de l'énergie, mais aussi de la mobilité ;
 - La Région wallonne supporte activement l'institut dans le cadre de sa stratégie Digital Wallonia ;
 - L'institut est également une des parties prenantes du projet Wal-e-Cities (financement européen FEDER) pour soutenir le développement d'initiatives Smart Cities sur tout le territoire wallon ;
 - L'institut est également investi dans le projet GROOF (financement européen INTERREG-NWE), un projet innovant visant à réduire les émissions de CO2 à travers l'installation de serres sur toit.
- D'experts (en technologie, immobilier, infrastructures, services financiers, énergie, gestion de projets...) dans le développement des « villes intelligentes ».

Cet institut universitaire a pour ambition de stimuler la recherche, la formation, l'innovation et l'entrepreneuriat dans le domaine de la ville intelligente et propose d'aborder cette thématique selon un angle managérial (et pas uniquement technique ou technologique) tout en affichant une réelle volonté d'ouverture multidisciplinaire.

Pour mener à bien cette mission, le Smart City Institute s'articule autour de trois piliers complémentaires : la recherche, l'enseignement et le soutien à l'entrepreneuriat. Ces piliers sont soutenus par des activités transversales de sensibilisation.

De façon concrète, le Smart City Institute :

- Publie des rapports de recherches scientifiques sur la thématique de la ville intelligente (ex. le baromètre des communes belges) ;
- Organise un séminaire à destination des étudiants de 2e Master à HEC Liège, en « Strategy and Sustainability » ;
- Organise une formation continue en Management des Smart Cities. Elle aborde les points essentiels de la Smart City, au travers, notamment, de ses six axes principaux tout en traitant de la question technologique, des nouveaux business models, du financement, de la stratégie et de la gestion du changement ;
- Soutient l'innovation et l'entrepreneuriat dans le domaine des Smart Cities ;
- Organise un événement annuel lors duquel des scientifiques et des praticiens sont amenés à discuter et à échanger sur la thématique des Smart Cities ;
- Développe plusieurs projets didactiques pour motiver les communes belges à prendre part à la dynamique des Smart Cities (ex. : Le Guide Pratique de la Smart City).

Au niveau de sa portée géographique, en tant que référent académique, le Smart City Institute contribue activement à la dynamique Smart Cities et Smart Région en Wallonie, mais il mène aussi régulièrement des projets à vocation nationale et internationale.



IMAGES - SOURCES :

Couverture : Anna Shvets sur Pexels

Page 4 : Ryoji Iwata sur Unsplash

Page 6 : Niña sur Pexels

Pages 10-11 : Freepik

Page 13 : Clovis Wood sur Unsplash

Pages 14-15 : Freepik

Page 16 : Adrien Delforge sur Unsplash

Page 17-18 : Freepik

Smart City Institute
Rue Saint-Gilles, 35
4000 Liège

+32 4 232 73 55
sci@uliege.be

www.smartcityinstitute.be

 /SCIHEC

 HEC_SCI

 Smart City Institute

Publication gratuite - Ne peut être vendue ou utilisée à des fins commerciales.



proximus

Schröder

strategy&
Part of the PwC network

TOTAL
ENERGIES

VINCI
ENERGIES

LIÈGE
université

HEC LIÈGE
HEC Liège is a member of the PwC network